



## **Le 9 octobre 2018: rendez-vous pour les agents du MTES et du MCT!**

### **Pour que nos ministères non-prioritaires ne deviennent pas «biodégradés»**

La présentation du budget 2019 par les ministres a confirmé que nos ministères sont encore et toujours mis à contribution pour rendre massivement des emplois. Mais derrière ces emplois, ce sont des agents qui assurent des missions pour garantir un service public précieux pour relever des enjeux de moyen et long termes.

Ce budget 2019 est une traduction directe d'Action Publique 2022 :

- 500 emplois vont disparaître à Météo-France, entraînant la disparition de son ancrage territorial,
- 500 suppressions d'emplois au Cerema menacé de démantèlement et dont l'expertise sur les infrastructures routières est clairement mise en péril,
- les DDT(M) pourraient être dissoutes dans des services de préfecture au bon vouloir des préfets,
- des pans entiers de missions de contrôles, par exemple maritimes sont remis en cause,
- l'Etat territorial au niveau régional risque d'être déstructuré, et les unités départementales des DREAL d'être absorbées par les préfets de départements,
- les opérateurs de l'eau et de la biodiversité vont subir des mutualisations, des fusions, sous contrainte forte de réduction constante d'effectifs,
- la privatisation du réseau routier national, sa décentralisation et le projet d'établissement public Routes de France sont « en marche » .

Parallèlement, les agents tiennent à bout de bras les missions et les services, sans autre contrepartie que l'absence d'avancées salariales et de reconnaissance des fonctions exercées. Ils devront à nouveau subir de nouvelles réorganisations en cascade, à moins d'être reconduits vers la sortie, grâce au « nouveau contrat social » imposé par la Fonction Publique.

**A ce rythme, nos ministères risquent fort de se transformer en agences de financements, sans agents, compétences, ni services.**

Cette situation ne peut plus durer. C'est pourquoi, nos organisations syndicales appellent tous les personnels des ministères en administration centrale, en services déconcentrés ou dans les établissements publics, à **dire STOP le 9 octobre prochain** dans le cadre de la journée interprofessionnelle d'actions et lors des mobilisations qui suivront.

### **POUR DIRE**

**NON A LA CASSE DES MINISTERES DE L'ECOLOGIE, DES TRANSPORTS ET DU LOGEMENT**

**OUI A LA PRESERVATION DE NOS STATUTS ET DE NOS SYSTEMES DE RETRAITES  
TOUS EN GREVE LE 9 OCTOBRE!**